



---

**Comité de l'agriculture**

**RESPECT DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

*Révision*

Le présent document a été établi pour faciliter l'examen du point de l'ordre du jour intitulé "notifications tardives" à la réunion du Comité de l'agriculture de novembre 2016. Il expose la situation en ce qui concerne le respect par les Membres de leurs obligations de notification régulière au 28 octobre 2016.<sup>2</sup>

Pour établir la présente vue d'ensemble, le Secrétariat s'est largement servi du Système de gestion de l'information relatif à l'agriculture (AG-IMS).<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Voir les documents G/AG/2 et G/AG/2/Add.1. Le présent document n'indique donc pas la situation pour ce qui est des notifications requises ponctuellement, c'est-à-dire des notifications concernant: i) le déclenchement de la clause de sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 et MA:4); ii) la mise en place ou la modification de mesures de soutien interne pour lesquelles l'exemption des engagements de réduction est invoquée (tableau DS:2); et iii) les prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1).

<sup>3</sup> Disponible en ligne à l'adresse <http://agims.wto.org>.

## Table des matières

<b>1 PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION .....</b>	<b>3</b>
1.1 Obligations de notification annuelle.....	5
1.1.1 Notifications ponctuelles complètes sous la forme du tableau MA:1 (administration des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 30 jours).....	6
1.1.2 Notifications sous la forme du tableau MA:2 (importations soumises à des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 60 jours) .....	6
1.1.3 Notifications sous la forme du tableau MA:5 (sauvegarde spéciale; articles 5:7 et 18:2 – 30 jours) .....	7
1.1.4 Notifications sous la forme du tableau DS:1 (soutien interne; article 18:2 – 90 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire).....	7
1.1.5 Notifications sous la forme du tableau ES:1 (subventions à l'exportation; article 18:2 – 60 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire).....	8
1.1.6 Notifications sous la forme du tableau ES:2 (exportations totales; articles 10 et 18:2 – 120 jours).....	9
1.2 Autres obligations de notification régulière s'appliquant seulement si des mesures spécifiques sont maintenues.....	9
1.2.1 Notifications sous la forme du tableau ES:3 (volume de l'aide alimentaire; articles 10 et 18:2 – 120 jours) .....	9
1.2.2 Notifications sous la forme du tableau NF:1 (aide alimentaire et autre assistance dans le cadre de la Décision de Marrakech; article 16:2 – 60 jours) .....	9
1.3 Symboles et abréviations.....	10
<b>2 RESPECT DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION ANNUELLE .....</b>	<b>11</b>
2.1 Engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableaux MA:1 et MA:2).....	11
2.2 Sauvegarde spéciale (tableau MA:5) .....	12
2.3 Soutien interne (tableau DS:1) .....	13
2.4 Subventions à l'exportation: engagements de réduction des dépenses budgétaires et des quantités (tableau ES:1) .....	17
2.5 Subventions à l'exportation: notification des exportations totales (tableau ES:2).....	20
<b>3 AUTRES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION RÉGULIÈRE S'APPLIQUANT SEULEMENT SI DES MESURES SPÉCIFIQUES SONT MAINTENUES.....</b>	<b>22</b>
3.1 Subventions à l'exportation: notification du volume total de l'aide alimentaire (tableau ES:3), 2005-2015 .....	22
3.2 Notification au titre de l'article 16:2 de l'Accord sur l'agriculture (tableau NF:1), 2005-2015.....	22
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>23</b>

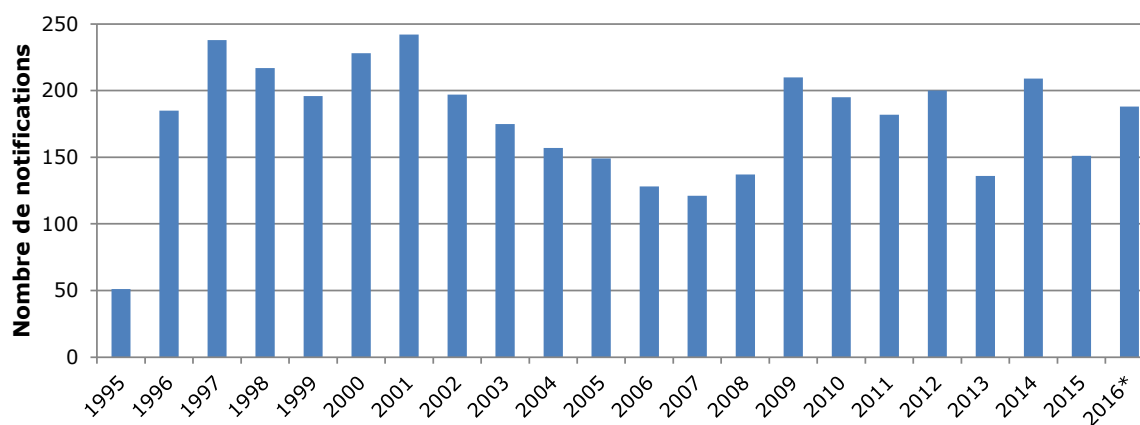
## 1 PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

1.1. Il existe en tout 12 prescriptions distinctes en matière de notification qui s'appliquent à l'agriculture. Elles couvrent les cinq domaines suivants: i) Accès aux marchés (tableaux MA:1 à MA:5); ii) Soutien interne (tableaux DS:1 et DS:2); iii) Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3); iv) Prohibitions ou restrictions à l'exportation (tableau ER:1); et v) Suite donnée à la Décision de Marrakech sur les PDINPA (tableau NF:1). La question de savoir si une prescription en matière de notification s'applique à un Membre dépend largement des engagements spécifiques qu'il a contractés au titre de l'Accord sur l'agriculture. Dans de nombreux cas, un nombre limité de prescriptions s'appliquera à un Membre donné. Toutefois, quelques prescriptions, en particulier dans le domaine des subventions à l'agriculture (tableaux DS:1 et ES:1), s'appliquent à tous les Membres de l'OMC.

1.2. Sur ces 12 prescriptions en matière de notification, 5 concernent des notifications "périodiques" ou "annuelles", à savoir: le tableau MA:2, le tableau MA:5, le tableau DS:1, le tableau ES:1 et le tableau ES:2. Les notifications annuelles doivent être présentées au plus tard dans un certain nombre de jours suivant la fin de l'année, de la campagne ou de l'exercice en question. Les délais de présentation des notifications varient selon le type de notification et sont indiqués ci-après. Pour plus de détails, prière de se reporter aux sections pertinentes du document G/AG/2.

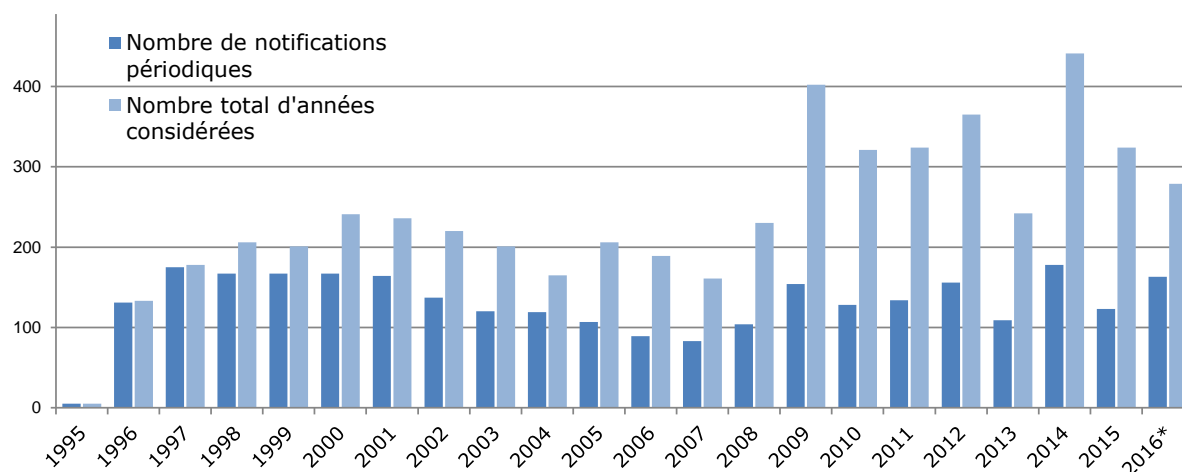
1.3. Au 28 octobre 2016, un total de 3 892 notifications relatives à l'agriculture (y compris les addenda, les corrigenda et les révisions) avaient été présentées à l'OMC. Le nombre annuel de notifications présentées à l'OMC, qui avait nettement diminué entre 2002 et 2007, est remonté à partir de 2008 pour retrouver des niveaux dépassant largement celui de 2007, exception faite des années 2013 et 2015 (figure 1).

**Figure 1: Notifications présentées à l'OMC (1995-2016\*)**



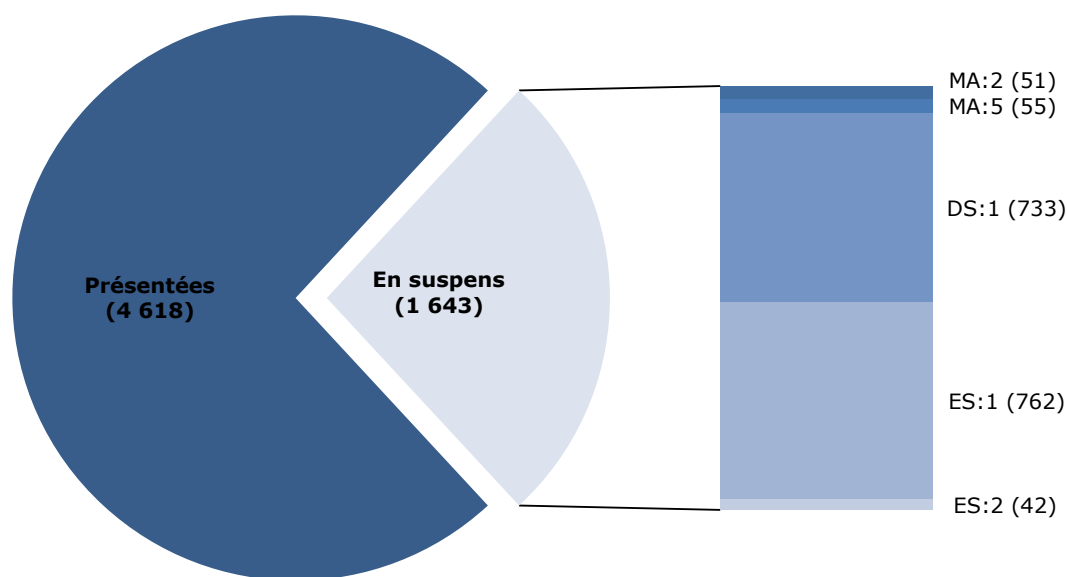
\* Jusqu'au 28 octobre 2016.

1.4. Il est fréquent que des Membres présentent des notifications couvrant plusieurs années. Depuis 2009, les notifications portent sur des périodes de près de trois ans en moyenne (figure 2).

**Figure 2: Nombre d'années considérées dans les notifications périodiques (1995-2016\*)**

\* Jusqu'au 28 octobre 2016.

1.5. Pour la période 1995-2014, il y a au total 1 643 notifications périodiques en suspens.<sup>4</sup> Parmi les cinq domaines devant faire l'objet de notifications annuelles, le soutien interne (tableau DS:1) et les subventions à l'exportation (tableau ES:1) ont les plus forts taux de notifications en suspens, à savoir 36% (733 notifications) et 33% (762 notifications), respectivement.

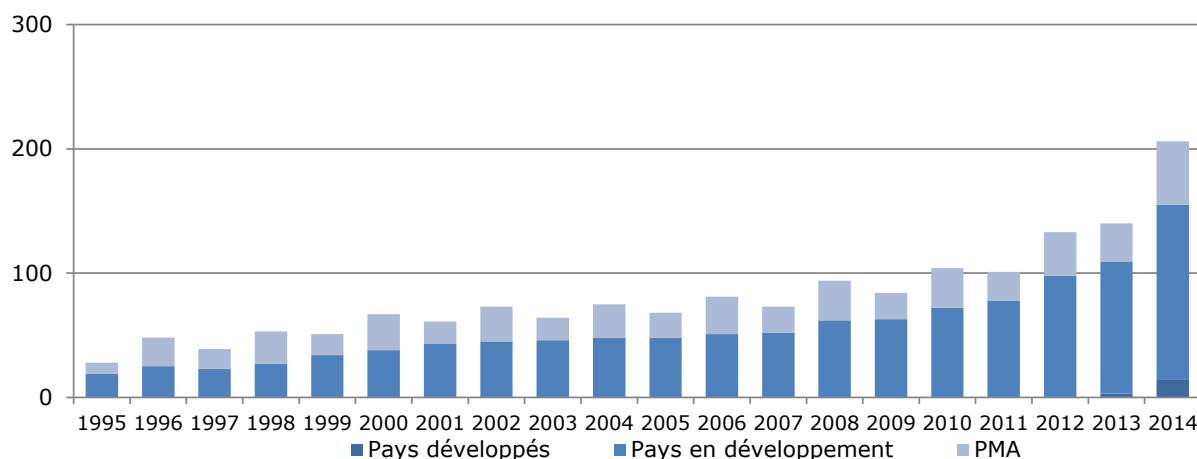
**Figure 3: Total des notifications en suspens par type de prescription en matière de notification (1995-2014)**

\* Ce nombre correspond aux années considérées, mais ne coïncide pas nécessairement avec le nombre de notifications présentées pendant la même période étant donné que certaines notifications couvrent plus d'une année.

<sup>4</sup> À l'exclusion des obligations de notification ponctuelle, applicables uniquement en cas de maintien d'une mesure spécifique (par exemple, la présentation d'un tableau ER:1 n'est exigée que si des restrictions à l'exportation sont appliquées) et des obligations de notification annuelle, lorsqu'il n'était pas possible de déterminer *a priori* si la prescription en matière de notification concernée serait applicable ou non (par exemple, le tableau NF:1 ne s'applique qu'aux Membres donateurs).

1.6. La figure 4 ci-dessous indique le nombre de notifications en suspens par catégorie de Membres (pays développés, pays en développement et pays les moins avancés (PMA) Membres). Sur les 164 Membres de l'OMC, 9 sont des pays développés<sup>5</sup> auxquels s'appliquent 44 prescriptions en matière de notification annuelle; les 127 Membres restants sont des pays en développement (dont les PMA) qui doivent se conformer à 337 prescriptions en matière de notification annuelle.

**Figure 4: Nombre de notifications en suspens par catégorie de Membre (1995-2014)**



### 1.1 Obligations de notification annuelle

1.7. Les délais pour les notifications concernant les années de mise en œuvre 1995-2014 sont maintenant écoulés. Les sept tableaux figurant dans la deuxième partie du présent document (Respect des obligations de notification annuelle) montrent le respect par les Membres de leurs obligations en matière de notification. N'apparaissent dans chaque tableau que les Membres auxquels la prescription s'applique. La dernière colonne de chaque tableau affiche pour chaque Membre le respect de ses obligations de notification en pourcentage. Les tableaux contiennent des informations concernant les 16 dernières années (2000-2015). La colonne correspondant à l'année de mise en œuvre 2015 n'apparaît qu'à titre d'information et n'implique pas nécessairement que les notifications devraient maintenant avoir été présentées. Les données chronologiques complètes (1995-2015) sur le respect des obligations sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://agims.wto.org>).

1.8. Le respect des obligations de notification varie fortement selon les Membres et le type de notification.<sup>6</sup> Peu de Membres sont en parfaite conformité avec toutes les prescriptions en matière de notification auxquelles ils sont soumis et un pourcentage important de Membres ne sont pas du tout en conformité avec certaines de leurs obligations de notification (30 Membres pour les notifications sous la forme du tableau DS:1 et 25 Membres pour les notifications sous la forme du tableau ES:1) (tableau 1).

<sup>5</sup> L'Union européenne et ses États membres ont été comptés comme un Membre.

<sup>6</sup> Le respect des obligations de notification s'entend du nombre d'années couvertes par les notifications en pourcentage du nombre total d'années pour lesquelles une notification doit être présentée. Les Membres qui ont accédé en 2015 ou 2016 ne sont pas pris en compte pour les calculs.

**Tableau 1: Respect des obligations de notification, par gamme de pourcentages (1995-2014)**

Taux de respect des obligations	MA:22		MA:5:5		DS:1:1		ES:1:1		ES:2:2	
	Membres	%	Membres	%	Membres	%	Membres	%	Membres	%
100%	23	59	23	70	30	23	46	35	17	63
≥50% mais <100%	15	38	8	24	53	41	46	35	8	30
>0% mais <50%	1	3	1	3	17	13	14	11	2	7
0%	0	0	1	3	30	23	25	19	0	0
Total	39	100	33	100	130	100	131	100	27	100

Note: Les chiffres se rapportent aux notifications reçues au 28 octobre 2016. Ils ne tiennent pas compte du respect des délais de présentation ni des aspects qualitatifs des notifications.

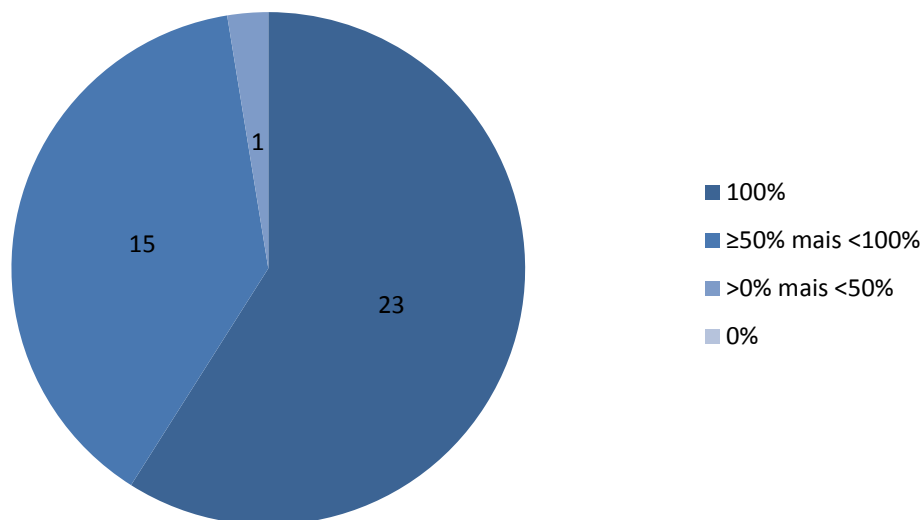
### 1.1.1 Notifications ponctuelles complètes sous la forme du tableau MA:1 (administration des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 30 jours)

1.9. Les notifications sous la forme du tableau MA:1 doivent avoir été présentées par tous les Membres ayant contracté des engagements en matière de contingents tarifaires et autres, soit avant la date de la première ouverture des contingents tarifaires concernés, soit dans les 30 jours suivant cette date. Les changements ultérieurs dans l'administration des contingents tarifaires et autres sont indiqués dans des notifications ponctuelles sous la forme du tableau MA:1, qui doivent être présentées dans un délai de 30 jours suivant lesdits changements.

### 1.1.2 Notifications sous la forme du tableau MA:2 (importations soumises à des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 60 jours)

1.10. Les notifications sous la forme du tableau MA:2 doivent être présentées chaque année par les Membres dont les engagements en matière de contingents tarifaires et autres sont énoncés à la section I-B (ou à la section I-A) de la Partie I de leur Liste pour les produits concernés.

1.11. Pour la période 1995-2014, 51 notifications sous la forme du tableau MA:2 sont en suspens, ce qui représente 8% du total des notifications de ce type attendues pour cette période. L'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau MA:2 est parmi les plus respectées. Sur les 39 Membres soumis à cette obligation de notification, 23 (59%) au total sont parfaitement à jour dans leurs notifications, tandis que 15 (38%) ont un taux de respect de l'obligation compris entre 50 et 99% et un seul est en dessous du seuil des 50% (figure 5).

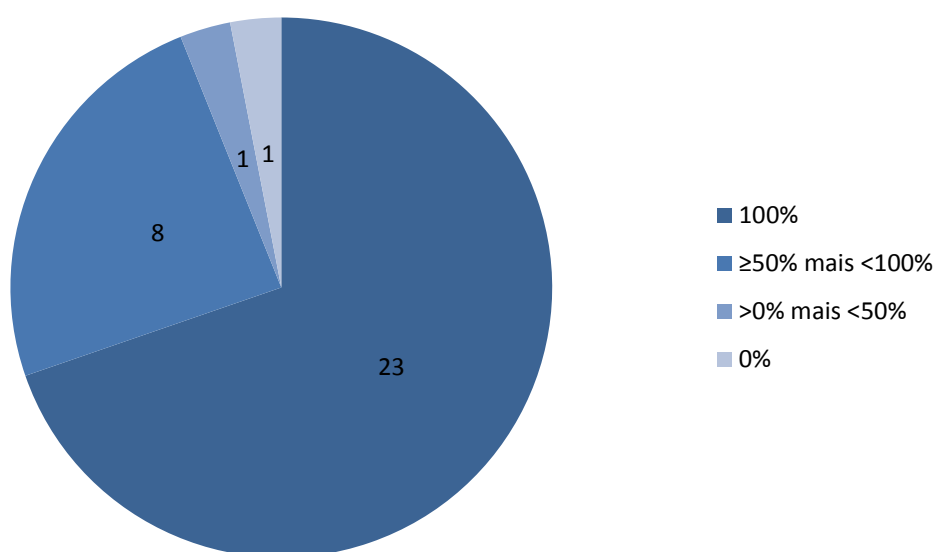
**Figure 5: Respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau MA:2, 1995-2014 (nombre de Membres)**

### 1.1.3 Notifications sous la forme du tableau MA:5 (sauvegarde spéciale; articles 5:7 et 18:2 – 30 jours)

1.12. Les notifications sous la forme du tableau MA:5 doivent être présentées chaque année par les Membres qui, dans la section I-A de la Partie I de leur Liste, se sont réservé le droit de recourir à la clause de sauvegarde spéciale.

1.13. Pour la période 1995-2014, 55 notifications sous la forme du tableau MA:5 sont en suspens, ce qui représente 8% du total des notifications de ce type attendues pour cette période. L'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau MA:5 est la plus respectée, 23 (70%) des 33 Membres soumis à cette obligation de notification étant en parfaite conformité avec leurs obligations pour la période considérée. Huit Membres (30%) ont un taux de respect de l'obligation compris entre 50 et 99%, 1 Membre a un taux compris entre 1 et 49%, tandis qu'un autre Membre a un taux de respect de l'obligation de zéro (figure 6).

**Figure 6: Respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau MA:5, 1995-2014 (nombre de Membres)**



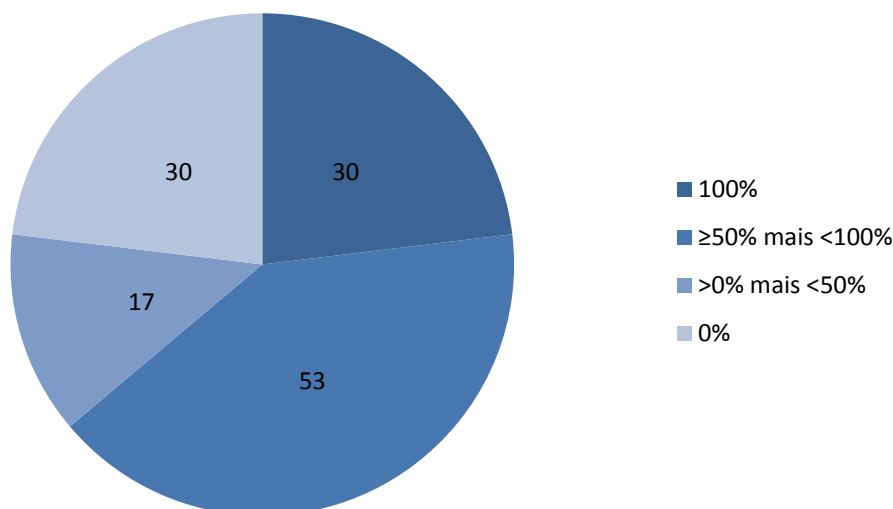
### 1.1.4 Notifications sous la forme du tableau DS:1 (soutien interne; article 18:2 – 90 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire)

1.14. Les notifications sous la forme du tableau DS:1 doivent être présentées chaque année par les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont indiqués à la section I de la Partie IV de leur Liste. Tous les autres Membres, à l'exception des pays les moins avancés (PMA) Membres, devraient présenter une notification annuelle sous la forme du tableau DS:1.<sup>7</sup> Les PMA Membres sont tenus de présenter les tableaux explicatifs DS:1 à DS:3 tous les deux ans (cela est indiqué par le symbole "(n.d.)").

1.15. Pour la période 1995-2014, 733 notifications sous la forme du tableau DS:1 sont en suspens, ce qui représente 36% (le plus haut taux de notifications en suspens de cette catégorie) du total de notifications de ce type attendues pour cette période. Le taux de respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau DS:1 varie fortement. Trente Membres (23%) ont un taux de 100% et 30 Membres (23%) ont un taux de 0% (figure 7).

<sup>7</sup> Comme le prévoit le document G/AG/2, et à la demande d'un pays en développement Membre, le Comité peut dispenser celui-ci de respecter cette prescription sauf pour ce qui est des tableaux explicatifs DS:1 à DS:3.

**Figure 7: Respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau DS:1, 1995-2014 (nombre de Membres)**

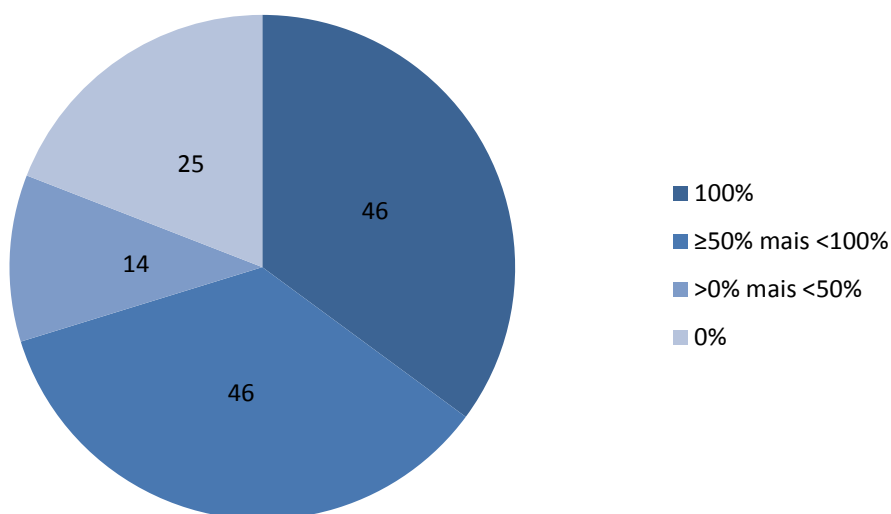


**1.1.5 Notifications sous la forme du tableau ES:1 (subventions à l'exportation; article 18:2 – 60 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire)**

1.16. Les notifications sous la forme du tableau ES:1 doivent être présentées chaque année par les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont indiqués à la section II de la Partie IV de leur Liste. Les Membres qui n'ont pas inscrit de tels engagements dans leur Liste sont tenus de présenter une notification annuelle (dans un délai de 30 jours suivant la fin de l'année, de la campagne ou de l'exercice en question) sous la forme d'une mention confirmant qu'il n'existe pas de subventions à l'exportation ou, dans le cas des pays en développement Membres qui ont recours à certaines subventions à l'exportation au titre de l'article 9:4, sous la forme du tableau explicatif ES:2.

1.17. Pour la période 1995-2014, 762 notifications sous la forme du tableau ES:1 sont en suspens, ce qui représente 33% du total des notifications de ce type attendues pour cette période. De même que pour les notifications sous la forme du tableau DS:1, le respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau ES:1 varie fortement. Au total, 25 Membres (19%) ont un taux de respect de 0%, tandis que 46 Membres (35%) ont présenté toutes leurs notifications de ce type (figure 8).

**Figure 8: Respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau ES:1, 1995-2014 (nombre de Membres)**



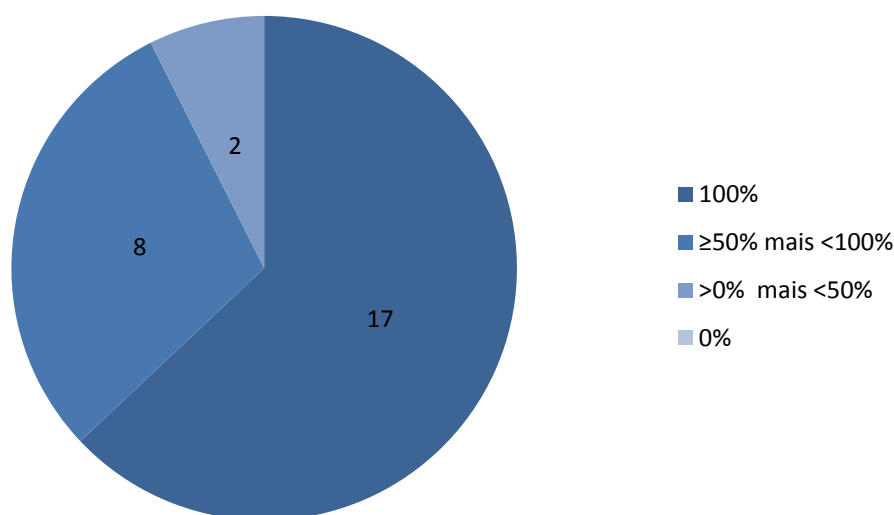


### 1.1.6 Notifications sous la forme du tableau ES:2 (exportations totales; articles 10 et 18:2 – 120 jours)

1.18. Les notifications sous la forme du tableau ES:2 doivent être présentées chaque année par les Membres dont les engagements en matière de subventions à l'exportation sont énoncés à la section II de la Partie IV de leur Liste, et par les "exportateurs importants" dont la liste figure dans le document G/AG/2/Add.1.

1.19. Pour la période 1995-2014, 42 notifications sous la forme du tableau ES:2 sont en suspens, ce qui représente 8% du nombre total de notifications de ce type attendues pour cette période. L'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau MA:2 est aussi parmi les plus respectées. Dix-sept Membres (63%) au total ont présenté toutes les notifications requises sous la forme du tableau ES:2. En outre, huit Membres (30%) ont un taux de respect compris entre 50 et 99%. Pour les deux Membres restants (7%), ce taux est compris entre 1 et 49% (figure 9).

**Figure 9: Respect de l'obligation de présenter des notifications sous la forme du tableau ES:2, 1995-2014 (nombre de Membres)**



## 1.2 Autres obligations de notification régulière s'appliquant seulement si des mesures spécifiques sont maintenues

### 1.2.1 Notifications sous la forme du tableau ES:3 (volume de l'aide alimentaire; articles 10 et 18:2 – 120 jours)

1.20. Les notifications sous la forme du tableau ES:3 doivent être présentées chaque année par tous les Membres donateurs d'aide alimentaire pour tous les produits faisant l'objet de dons (sauf pour les produits pour lesquels ces renseignements doivent être notifiés sous la forme du tableau ES:1). Les Membres qui ne fournissent pas d'aide alimentaire n'ont pas besoin de présenter une notification "néant". Au total, de 1995 au 28 octobre 2016, 198 notifications sous la forme du tableau ES:3 ont été présentées à l'OMC (y compris les addenda, corrigenda et révisions).

### 1.2.2 Notifications sous la forme du tableau NF:1 (aide alimentaire et autre assistance dans le cadre de la Décision de Marrakech; article 16:2 – 60 jours)

1.21. Les notifications sous la forme du tableau NF:1 doivent être présentées par tous les Membres donateurs ayant pris des mesures dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les Membres qui ne fournissent pas d'aide alimentaire ou une autre assistance aux pays concernés n'ont pas besoin de présenter une notification "néant". Au total, de 1995 au 28 octobre 2016, 177 notifications sous la

forme du tableau NF:1 ont été présentées à l'OMC (y compris les addenda, corrigenda et révisions).

### 1.3 Symboles et abréviations

Un espace blanc (" ") indique que la notification est en suspens.

Un double trait d'union ("--"), pour les notifications sous la forme des tableaux NF:1 et ES:3, indique qu'aucune notification n'a été présentée.

Un "x" majuscule ("**X**") indique qu'une notification a été distribuée. Aucun jugement n'est porté ni n'en découle quant au contenu ou à la qualité de la notification par rapport aux prescriptions.

Le symbole ("**X\***") indique que la notification initiale sous la forme du tableau MA:1 a été révisée ou complétée.

Un "p" majuscule ("**P**") indique qu'une notification a été reçue et qu'elle est soit en cours de traitement soit en attente d'une réponse du Membre notifiant. Une notification en suspens portera le symbole "P" pendant une période maximale de 6 mois.

Un "a" ("**a**") indique qu'aucun renseignement n'a été fourni au sujet de l'aide alimentaire (colonne 5 du tableau ES:1).

L'abréviation ("**n.d.**") indique que la prescription ne s'appliquait pas pendant la période visée soit parce qu'il n'y avait pas d'engagement pertinent (par exemple contingents tarifaires) soit parce que le Membre concerné n'était pas encore Membre de l'OMC.

L'abréviation ("**(n.d.)**") mise entre parenthèses indique que les notifications concernant le soutien interne doivent être présentées tous les deux ans par les PMA Membres.

Les parties grisées indiquent que le Membre concerné a pris des engagements de réduction en matière de soutien interne et/ou de subventions à l'exportation qui sont inscrits dans sa Liste.

L'abréviation "**UE**" désigne l'Union européenne comme suit: l'UE-15 à partir de 1995, l'UE-25 à partir de 2004, l'UE-27 à partir de 2007 et l'UE-28 depuis 2013. Les notifications en suspens des États membres de l'UE sont présentées en annexe à la section I.

Le terme "**Suisse**" désigne la Suisse et le Liechtenstein dans tous les tableaux, sauf dans le tableau NF:1.

## 2 RESPECT DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION ANNUELLE

### 2.1 Engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableaux MA:1 et MA:2)

		MA:1	MA:2																
		Notification initiale	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>8</sup>
1	Australie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
2	Barbade	X*	X																30
3	Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
4	Canada	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
5	Chili	X*	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			93
6	Chine	X*	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
7	Colombie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
8	Costa Rica	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
9	République dominicaine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				88
10	Équateur	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
11	El Salvador	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
12	Union européenne	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
13	Guatemala	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
14	Islande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
15	Inde	X*	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X								58
16	Indonésie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						85
17	Israël	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					90
18	Japon	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
19	Kazakhstan	X	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
20	Corée, République de	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
21	Malaisie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
22	Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
23	Moldova, République de	X	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X		100
24	Maroc	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						85
25	Nouvelle-Zélande	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
26	Nicaragua	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
27	Norvège	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
28	Panama	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
29	Philippines	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					90
30	Fédération de Russie	X*	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	100
31	Afrique du Sud	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
32	Suisse	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
33	Taipei chinois	X*	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100

<sup>8</sup> Le pourcentage de respect des obligations prend en compte la période 1995-2014. Les données détaillées pour chaque année (1995-2015) sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://agims.wto.org/>).

		MA:1	MA:2																
		Notification initiale	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>8</sup>
34	Thaïlande	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
35	Ex-République yougoslave de Macédoine	X	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X					75
36	Tunisie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
37	Ukraine	X*	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		X	X	X	X	X	X	X	86
38	États-Unis d'Amérique	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
39	Venezuela, République bolivarienne du	X*	X	X				X	X	X	X					X			60
40	Viet Nam	X	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				X	X	X	X	X	X	63

## 2.2 Sauvegarde spéciale (tableau MA:5)

		MA:5																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>9</sup>
1	Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
2	Barbade	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							75
3	Botswana	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
4	Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
5	Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
6	Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
7	Équateur	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
8	El Salvador	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
9	Union européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
10	Guatemala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
11	Islande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
12	Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
13	Israël	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
14	Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
15	Corée, République de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
16	Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
17	Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
18	Maroc	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
19	Namibie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							75
20	Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
21	Nicaragua	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
22	Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
23	Panama	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
24	Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100

<sup>9</sup> Le pourcentage prend en compte la période 1995-2014. Les données détaillées pour chaque année (1995-2015) sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://agims.wto.org/>).

		MA:5																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>9</sup>
25	Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
26	Swaziland																	0
27	Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
28	Taipei chinois	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
29	Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
30	Tunisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
31	États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	P	100
32	Uruguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
33	Venezuela, République bolivarienne du																	20

### 2.3 Soutien interne (tableau DS:1)

		DS:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>10</sup>
1	Afghanistan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2	Albanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X			80
3	Angola		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
4	Antigua-et-Barbuda																	0
5	Argentine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
6	Arménie	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			92
7	Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
8	Bahreïn, Royaume de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X			90
9	Bangladesh		(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	62
10	Barbade	X	X	X	X	X	X	X	P	P	P	P	P	P				60
11	Belize																	0
12	Bénin	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		11
13	Bolivie, État plurinational de	X	X	X	X	X	X											55
14	Botswana	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
15	Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
16	Brunéi Darussalam																	0
17	Burkina Faso	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		100
18	Burundi	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	X	X	X	X	(n.d.)		(n.d.)	92
19	Cambodge	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		100
20	Cameroun	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
21	Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95

<sup>10</sup> Le pourcentage prend en compte la période 1995-2014. Les données détaillées pour chaque année (1995-2015) sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://agims.wto.org/>).

		DS:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>10</sup>
22	Cabo Verde	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.									0
23	République centrafricaine		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
24	Tchad	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
25	Chili	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
26	Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						75
27	Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
28	Congo	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
29	Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
30	Côte d'Ivoire														X			5
31	Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
32	République démocratique du Congo		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
33	Djibouti		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
34	Dominique																	0
35	République dominicaine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
36	Équateur	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
37	Égypte																	20
38	El Salvador	X	X	X														40
39	Union européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
40	Fidji	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
41	Gabon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				85
42	Gambie	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		100
43	Géorgie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
44	Ghana																	0
45	Grenade																	0
46	Guatemala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	95
47	Guinée		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
48	Guinée-Bissau		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
49	Guyana	X	X	X	X	X												50
50	Haïti	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		22
51	Honduras	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
52	Hong Kong, Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
53	Islande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
54	Inde	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						80
55	Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
56	Israël	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
57	Jamaïque	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
58	Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
59	Jordanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				87
60	Kazakhstan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

		DS:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>10</sup>
61	Kenya																	10
62	Corée, République de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
63	Koweït, État du																	0
64	République kirghize																	6
65	République démocratique populaire lao	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	(n.d.)		(n.d.)	0
66	Lesotho		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)	10
67	Libéria	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
68	Macao, Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
69	Madagascar	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)	90
70	Malawi	X	(n.d.)		(n.d.)		X	X	X	X	X	X	X	(n.d.)		(n.d.)		77
71	Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
72	Maldives		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)							29
73	Mali		(n.d.)	X	(n.d.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	87
74	Mauritanie		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
75	Maurice							X							X	X	X	15
76	Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
77	Moldova, République de	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
78	Mongolie																	17
79	Monténégro	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.					0
80	Maroc	X	X	X	X	X	X	X										65
81	Mozambique		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
82	Myanmar	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	62
83	Namibie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							75
84	Népal	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	X	X	(n.d.)		(n.d.)		83
85	Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
86	Nicaragua	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
87	Niger		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
88	Nigéria	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
89	Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
90	Oman	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			93
91	Pakistan	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
92	Panama	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
93	Papouasie-Nouvelle-Guinée																	0
94	Paraguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	95
95	Pérou	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						75
96	Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							80
97	Qatar	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				84
98	Fédération de Russie	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X		100
99	Rwanda	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		0

		DS:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>10</sup>
100	Saint-Kitts-et-Nevis																	0
101	Sainte-Lucie																	0
102	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
103	Samoa	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	(n.d.)	X			50
104	Arabie saoudite, Royaume d'	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X					67
105	Sénégal	X	X	X	X	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)	93
106	Seychelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		n.d.
107	Sierra Leone		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
108	Singapour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
109	Îles Salomon	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		0
110	Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
111	Sri Lanka	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
112	Suriname																	0
113	Swaziland																	0
114	Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
115	Taipei chinois	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X						69
116	Tadjikistan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				0
117	Tanzanie		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	0
118	Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X								70
119	Ex-République yougoslave de Macédoine	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X									42
120	Togo	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)	90
121	Tonga	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X							38
122	Trinité-et-Tobago	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
123	Tunisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
124	Turquie	X	X															35
125	Ouganda	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)		(n.d.)	50
126	Ukraine	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		X	X	X	X					43
127	Émirats arabes unis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
128	États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
129	Uruguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
130	Vanuatu	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	(n.d.)		(n.d.)	X	0
131	Venezuela, République bolivarienne du																	20
132	Viet Nam	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X			88
133	Yémen	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	(n.d.)		n.d.
134	Zambie		(n.d.)		(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	X	(n.d.)	P	(n.d.)	70
135	Zimbabwe																	25



## 2.4 Subventions à l'exportation: engagements de réduction des dépenses budgétaires et des quantités (tableau ES:1)

		ES:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>11</sup>
1	Afghanistan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2	Albanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						73
3	Angola																	0
4	Antigua-et-Barbuda																	0
5	Argentine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
6	Arménie	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			92
7	Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
8	Bahreïn, Royaume de	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			90
9	Bangladesh	X	X	X	X	X	X	X										60
10	Barbade	X	X	X	X	X	X	X										60
11	Belize																	0
12	Bénin																	0
13	Bolivie, État plurinational de	X	X	X	X	X	X											55
14	Botswana	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
15	Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
16	Brunéi Darussalam																	0
17	Burkina Faso	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
18	Burundi	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				90
19	Cambodge	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			91
20	Cameroun	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
21	Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
22	Cabo Verde	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X								14
23	République centrafricaine																	0
24	Tchad	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		95
25	Chili	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
26	Chine	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
27	Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						85
28	Congo	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
29	Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
30	Côte d'Ivoire	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
31	Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						85
32	République démocratique du Congo																	0
33	Djibouti																	0
34	Dominique																	15

<sup>11</sup> Le pourcentage prend en compte la période 1995-2014. Les données détaillées pour chaque année (1995-2015) sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://aqims.wto.org>).

		ES:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>11</sup>
35	République dominicaine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
36	Équateur	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
37	Égypte																	20
38	El Salvador	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
39	Union européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
40	Fidji	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
41	Gabon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X				85
42	Gambie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						74
43	Géorgie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
44	Ghana	X																30
45	Grenade																	0
46	Guatemala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
47	Guinée																	0
48	Guinée-Bissau																	0
49	Guyana	X	X	X	X	X												50
50	Haïti	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
51	Honduras	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
52	Hong Kong, Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
53	Islande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		95
54	Inde	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							75
55	Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
56	Israël	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
57	Jamaïque	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
58	Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
59	Jordanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				87
60	Kazakhstan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
61	Kenya																	15
62	Corée, République de	X	X	X	X	X	X	X	X	X								70
63	Koweït, État du	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						80
64	République kirghize																	0
65	République démocratique populaire lao	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X			50
66	Lesotho	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				85
67	Libéria	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
68	Macao, Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
69	Madagascar	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X						80
70	Malawi	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	95
71	Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
72	Maldives																	20
73	Mali	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100

		ES:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>11</sup>
74	Mauritanie																	0
75	Maurice								X						X			10
76	Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
77	Moldova, République de	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
78	Mongolie	X	X	X	X	X	X	X										56
79	Monténégro	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X		100
80	Maroc	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					80
81	Mozambique																	0
82	Myanmar	X	X	X	X	X												50
83	Namibie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X							75
84	Népal	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X					73
85	Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
86	Nicaragua	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
87	Niger																	0
88	Nigéria	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
89	Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
90	Oman			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			80
91	Pakistan	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
92	Panama	X	X	X	X													39
93	Papouasie-Nouvelle-Guinée																	0
94	Paraguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
95	Pérou	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
96	Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
97	Qatar	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
98	Fédération de Russie	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	100
99	Rwanda																	0
100	Saint-Kitts-et-Nevis																	0
101	Sainte-Lucie	X																25
102	Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
103	Samoa	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X			67
104	Arabie saoudite, Royaume d'	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X				78
105	Sénégal	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
106	Seychelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		n.d.
107	Sierra Leone																	0
108	Singapour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
109	Îles Salomon																	0
110	Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
111	Sri Lanka	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
112	Suriname	X																30

		ES:1																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>11</sup>
113	Swaziland	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					80
114	Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
115	Taipei chinois	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
116	Tadjikistan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				0
117	Tanzanie																	0
118	Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
119	Ex-République yougoslave de Macédoine	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X									42
120	Togo	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
121	Tonga	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X								25
122	Trinité-et-Tobago	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
123	Tunisie	X	X	X	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P		40
124	Turquie	Xa																0
125	Ouganda	X	X	X	X	X												50
126	Ukraine	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		X	X	X	X	X	X	X	86
127	Émirats arabes unis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
128	États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
129	Uruguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
130	Vanuatu	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.					0
131	Venezuela, République bolivarienne du																	20
132	Viet Nam	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
133	Yémen	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				0
134	Zambie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
135	Zimbabwe	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100

## 2.5 Subventions à l'exportation: notification des exportations totales (tableau ES:2)

		ES:2																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>12</sup>
1	Argentine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
2	Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
3	Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
4	Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
5	Chili	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
6	Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85

<sup>12</sup> Le pourcentage prend en compte la période 1995-2014. Les données détaillées pour chaque année (1995-2015) sont disponibles sous la section "Respect des obligations de notifications" de la page Web Agriculture – Système de gestion de l'information (<http://agims.wto.org>).

		ES:2																
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Respect (%) <sup>12</sup>
7	Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
8	Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					85
9	Union européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
10	Honduras	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
11	Islande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
12	Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
13	Israël	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
14	Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
15	Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
16	Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
17	Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
18	Pakistan	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
19	Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
20	Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
21	Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100
22	Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
23	Turquie	X																30
24	États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			95
25	Uruguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	100
26	Venezuela, République bolivarienne du																	20
27	Zimbabwe	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		100

### 3 AUTRES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION RÉGULIÈRE S'APPLIQUANT SEULEMENT SI DES MESURES SPÉCIFIQUES SONT MAINTENUES

#### 3.1 Subventions à l'exportation: notification du volume total de l'aide alimentaire (tableau ES:3), 2005-2015

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--
Corée, République de	X	X	X	X	--	--	--	--	--	--	--
Cuba	X	X	X	X	X	X	X	--	--	--	--
Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	--	--	--
Norvège	X	X	X	--	--	X	X	X	X	X	X
Suisse	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--
Union européenne	X	X	X	X	X	--	--	--	--	--	--

#### 3.2 Notification au titre de l'article 16:2 de l'Accord sur l'agriculture (tableau NF:1), 2005-2015

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--	--
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--	--
Canada	X	X	X	X	X	X	X	--	X	X	--
Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--	--
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--	--
Fédération de Russie	--	--	--	--	--	--	--	--	--	X	X
Japon	X	X	X	X	X	X	X	--	--	--	--
Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suisse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	--

**ANNEXE 1**

**PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATIONS EN SUSPENS  
DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE**

- a. Croatie: tableau DS:1 (de 2008 à 2012).

Note: La Croatie figurera dans la notification annuelle concernant le soutien interne de l'Union européenne couvrant les dépenses pendant la campagne de commercialisation 2012/13.

---